

## Les points importants de la séance du Conseil Communal du jeudi 22 décembre 2016

Le Bourgmestre Armand De Decker (MR) étant en congé de maladie le jeudi 22 décembre 2016, la séance du Conseil Communal fut présidée par Marc Cools, Premier Échevin (MR).

Avant d'entamer les travaux à l'ordre du jour de la séance, Marc Cools a appelé l'assemblée présente à respecter quelques instants de silence en hommage aux victimes de l'attentat survenu à Berlin quelques jours plus tôt.

### Interpellation citoyenne : priorité à la sécurité de nos enfants sur le chemin de l'école

Un groupe de parents de l'école de Calevoet a interpellé le Collège sur la nécessité de mettre rapidement en place une série de dispositifs adaptés à l'environnement de l'école et à la densité du trafic du quartier afin de garantir la sécurité des enfants sur le chemin de l'école. "Pendant les heures de pointe, les voiries du quartier Calevoet sont saturées, même surchargées. Et chaque semaine, des automobilistes impatients et agressifs mettent en danger la vie des enfants et de leurs parents lorsqu'ils traversent la chaussée d'Alseberg et la rue Egide Van Ophem. En effet, les automobilistes ne respectent pas le passage piéton non réglé par des feux rue Egide Van Ophem ou négligent le feu vert des piétons, quand ils viennent du Dieweg et tournent trop vite à droite vers la chaussée d'Alseberg au niveau de laquelle rien n'est mis en place pour sécuriser le passage piéton. Si des mesures sont bien prises au niveau du passage piéton de la rue Egide Van Ophem, elles ne suffisent pas à inciter les automobilistes à réduire leur vitesse". Parmi les mesures concrètes que les interpellants souhaitent voir prendre par la Commune: l'installation d'un feu avec un bouton presseur, des casse-vitesses ou encore une lumière clignotante indiquant la traversée des piétons. Après avoir souligné l'importance de la problématique abordée et après avoir précisé que les voiries de part et d'autre de la ligne de chemin de fer étaient gérées soit par la Commune soit par la Région, Jonathan Biermann, Échevin de la Mobilité (MR), a évoqué les actions qui allaient être menées en vue de renforcer la sécurité des usagers de la route les plus vulnérables. "La chaussée d'Alseberg côté rails de tram étant une voirie régionale, nous allons donc transmettre vos suggestions à la Région. Nous sommes toutefois en discussion très avancée avec la STIB et la Région concernant un projet de réaménagement de la voirie qui devrait notamment améliorer la qualité des cheminements piétons et de l'environnement global de la chaussée d'Alseberg. En ce qui concerne la rue Egide Van Ophem, outre l'existence d'un environnement déjà aménagé pour sécuriser les enfants, nous avons demandé à Sibelga d'envoyer le placement d'un éclairage plus adapté pour renforcer la visibilité du passage piéton. Les horaires de la présence du surveillant pourront également être adaptés en fonction de l'arrivée et de la sortie des élèves. Nous avons aussi demandé à la police de placer un radar qui nous permettra notamment d'objectiver la question de la vitesse des automobilistes et de déterminer les moments où celle-ci est excessive. Enfin, le développement urbanistique du quartier en cours couplé au subside obtenu de Beliris pour entamer une étude sur l'amélioration du passage sur ou sous les voies de train sont une réelle opportunité de mener une réflexion

globale sur l'aménagement du quartier et sur la sécurisation des piétons. Un travail qui se fera en collaboration avec les riverains mais aussi avec les parents de l'école". Les interpellants se sont dits satisfaits des pistes proposées.

### Centimes additionnels au précompte immobilier et taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques. - Renouveau.

Si le Collège renouvelle les centimes additionnels au précompte immobilier sans modification de taux, il poursuit, comme il s'y était engagé, la diminution de la taxe communale à l'impôt des personnes physiques (IPP) qui passe de 5.9% à 5.8%. Les groupes de l'opposition, Ecolo et PS ont exprimé leur souhait d'élargir le public visé par la prime de compensation octroyée suite à l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier afin de pouvoir toucher réellement une classe moyenne inférieure, encourager les jeunes ménages et aider les petits pensionnés et les personnes les plus précarisées. "Quand le dispositif sera évalué, il est fort probable que le nombre de contribuables aidés soit extrêmement limité. Dans certaines Communes, on étudie actuellement la mise en place d'une prime forfaitaire qui aidera davantage les petits propriétaires occupants.", a précisé Thibaud Wyngaard (Chef de groupe Ecolo). "La mesure prise est une mesure qui n'impacte que très très peu de gens. De nombreuses personnes qui n'entrent pas dans les critères d'octroi ne vont pas savoir payer et devront dès lors déménager", a relevé Claudine Verstraeten (Cheffe de groupe PS). "Le Collège est ouvert à tout et est prêt à réfléchir à différents mécanismes comme par exemple essayer de sérier en fonction des publics", a répondu Boris Dillies, Échevin des Finances (MR). Côté majorité, le groupe DéFI a suggéré de diminuer la taxe sur l'IPP à 5.7%. "Il faut avoir une base fiscale qui soit la plus juste et qui ne soit pas non plus une taxation trop forte et qui privilégie les habitants. Passer à 5.7% aurait permis aux citoyens de se rendre compte plus fortement de ce que la Commune leur rend et qu'elle fait aussi attention à ses finances", a souligné Emmanuel De Bock (Chef de groupe DéFI). Si du côté du cdH, Daniel Hublet (Chef de groupe cdH) a apporté son soutien au Collège, il souhaite toutefois que celui-ci évalue pour l'an prochain la proposition faite par le groupe DéFI. Le groupe MR a, quant à lui, réaffirmé sa volonté de poursuivre cette démarche de réduction de l'IPP tout en comprenant la prudence du Collège. "Nous sommes déjà dans les niveaux les plus bas à l'IPP dans la région mais nous ne sommes pas opposés à ce que l'on puisse encore descendre de 0.1%", a tenu à préciser Didier Reynders (Chef de groupe MR). Après avoir rappelé que le Collège ne s'inscrivait pas dans une rage taxatoire et qu'il avait respecté la baisse promise de l'IPP accompagnant ainsi les efforts faits par le Fédéral via son tax-shift, Boris Dillies a mis en avant l'importance pour le Collège de mener une politique fiscale qui soit la plus raisonnable et la plus juste possible. "Nous commençons toujours nos travaux budgétaires par voir là où nous pouvons réaliser des économies mais nous devons aussi nous assurer que les infrastructures existantes et les services rendus aux citoyens et qui font la force de notre Commune soient maintenus. Il faut pouvoir avoir une vision à long terme et même à très long terme sinon nous ne parviendrons pas à continuer à assainir notre situation financière et à assumer l'héritage du patrimoine uclois. Le Collège travaille sans cesse sur toutes les problématiques mais il est très important de faire attention à ne pas faire trop de promesses que nous ne pourrions pas tenir". "Lors de l'élaboration du budget 2018, nous examinerons toutes les possibilités de réduction d'impôt si la situation le

permet", a conclu Marc Cools, Premier Échevin (MR). Approbation des deux points à l'unanimité.

### CPAS - Compte de l'exercice 2015 - Approbation

Le compte 2015 se clôture sur un mali comptable de 816.431 €. "Ce montant s'explique majoritairement par un travail de nettoyage effectué par le CPAS quant aux créances aléatoires et aux irrécouvrables dont ces derniers s'élèvent à 2 millions d'euro. Le mali n'est pas tant lié à des difficultés de fonctionnement du CPAS mais bien à cet exercice de nettoyage", a commenté Valentine Delwart, Échevin de l'Action Sociale (MR). Un montant qui n'a pas manqué de faire réagir opposition et majorité, bien conscientes de l'impact de l'accroissement du taux de pauvreté à Uccle. "Quelles sont les mesures très concrètes qui seront mises en place rapidement pour pouvoir garantir à l'avenir un suivi plus précis et rigoureux des irrécouvrables", a questionné Thibaud Wyngaard (Chef de groupe Ecolo). Même demande exprimée par Emmanuel De Bock (Chef de groupe DéFI). Après avoir souligné que les interventions majorées du Fédéral couplées à la performance spécifique du CPAS qui possède les dispositifs efficaces permettent d'absorber les besoins sociaux grandissants, Valentine Delwart s'est montrée confiante quant à la future gestion des irrécouvrables. "Le CPAS a déjà prévu des mesures telles que des recettes supplémentaires liées à des processus allégés en matière de recouvrement de créances. De plus, le CPAS tiendra également compte des recommandations formulées par la société KPMG en charge de l'audit en cours au sein du service du receveur". "Il serait intéressant que nous puissions examiner les conclusions de l'audit et déterminer comment les mettre en œuvre pour palier aux dysfonctionnements actuels du service du receveur", a tenu à préciser Thibaud Wyngaard. Autre proposition suggérée par le groupe DéFI en vue de réaliser des économies de fonctionnement: la fusion de certains services du CPAS et de la Commune. "C'est un travail de longue haleine, de conviction et de contact mais nous sommes déterminés dans l'objectif de rationaliser et de fusionner un certain nombre de services quand cela s'avère utile", a assuré Valentine Delwart. "Mettre deux services ensemble aura un impact certain sur le travail des gens qui sera mieux organisé", a ajouté Jean-Luc Vanraes (Président du CPAS/Open VLD). Un futur regroupement de services qui a généré une inquiétude au sein du groupe PS. "Est-on certain que tout le personnel sera maintenu en service?", a demandé Claudine Verstraeten (Cheffe de groupe PS). "Nous ne touchons pas au statut des personnes", a assuré Marc Cools, Premier Échevin (MR). Approbation du point à l'unanimité.

### Également à l'ordre du jour

Les subsides à divers organismes à caractère social, enseignement communal: les subventions aux associations de parents, l'installation d'une fontaine fixe dans l'avenue circulaire, le budget 2017 du Service Uclois de la Jeunesse, de la Promotion du Commerce et de l'Économie ucloise, du Val d'Uccle... Parmi les interpellations des Conseillers Communaux, l'une d'entre-elles a porté sur l'organisation du cours de philosophie et de citoyenneté dans les écoles primaires communales.

**La prochaine séance du Conseil Communal se déroulera le jeudi 23 février 2017 à 19h30 (Maison communale - Place Jean Vander Elst 29).**

## De belangrijke zaken van de zitting van de gemeenteraad van donderdag 22 december 2016

Door de afwezigheid wegens ziekte van burgemeester Armand De Decker (MR) op donderdag 22 december 2016 werd de gemeenteraad voorgezeten door eerste schepenen Marc Cools (MR).

Alvorens de vergadering aan te vatten vroeg Marc Cools enkele ogenblikken van stilte in acht te willen nemen ter ere van de slachtoffers van de aanslag in Berlijn enkele dagen geleden.

### Burgerinterpellatie: prioriteit van de veiligheid van onze kinderen op de weg naar school

Een groep ouders van de school Calevoet heeft het college geïnterpelleerd over de noodzaak om snel maatregelen te voorzien, aangepast aan de schoolomgeving en de verkeersdruk in de wijk, om de veiligheid van de kinderen op de weg naar school te verzekeren. "Tijdens de spitsuren zijn de wegen van de Calevoetwijk verzadigd, zelfs overvol. Elke week brengen ongeduldige en agressieve chauffeurs kinderen en hun ouders in gevaar wanneer ze de Alsebergsesteenweg en de Egide Van Ophemstraat oversteken. Automobilisten tonen namelijk geen respect voor de oversteekplaats (zonder lichten) in de Egide Van Ophemstraat of negeren het groene licht voor voetgangers wanneer ze van de Diweg komen en te snel naar rechts draaien naar de Alsebergsesteenweg. Op die plaats is geen enkele veiligheidsvoorziening voor de oversteekplaats. Ook al zijn er maatregelen genomen voor de oversteekplaats in de Egide Van Ophemstraat, deze zijn onvoldoende om automobilisten ertoe aan te zetten hun snelheid te verminderen". Enkele concrete maatregelen die de interpellanten zouden willen zien: de plaatsing van een licht met drukknop, vluchtheuvels of een knipperlicht om de oversteekplaats voor voetgangers aan te geven. Schepenen van Mobiliteit Jonathan Biermann (MR) is bewust van het belang van deze problematiek en geeft aan dat de wegen langs de spoorweg ofwel door de gemeente ofwel door het gewest beheerd worden. Hij geeft aan dat er acties ondernomen zullen worden om de zwakste weggebruikers meer veiligheid te bieden. "De Alsebergsesteenweg (kant tramsporen) is een gewestelijke weg en we zullen uw suggesties overmaken aan het gewest. We zijn reeds ver gevorderd met gesprekken met de MIVB en het gewest omtrent een herinrichting van de weg om onder meer de kwaliteit van de voetwegen en de algemene omgeving van de Alsebergsesteenweg te verbeteren. In verband met de Egide Van Ophemstraat, naast de reeds bestaande inrichting voor de veiligheid van de kinderen, hebben we aan Sibelga gevraagd om gepaste verlichting te overwegen om de zichtbaarheid van de oversteekplaats te verbeteren. De uren van de opzichter kunnen eveneens aangepast worden op basis van de aankomst en het vertrek van de leerlingen. We hebben ook aan de politie gevraagd om een radar te plaatsen om een objectieve kijk op de snelheid van de automobilisten te krijgen en te bepalen op welke plaatsen de snelheid te hoog ligt. De lopende stedenbouwkundige ontwikkeling van de wijk en de verkregen subsidie van Beliris voor een studie inzake de verbetering van de oversteekplaats over of onder de treinsporen vormen een

echte opportuniteit om een globale visie te ontwikkelen over de inrichting van de wijk en de veiligheid van voetgangers. Dit moet gebeuren in samenspraak met de inwoners en de ouders van de school". De interpellanten waren tevreden over de voorstellen.

### Opcentiemen inzake de onroerende voorheffing en bijkomende gemeentebelasting op de opcentiemenbelasting. - Vernieuwing.

Indien het college de opcentiemen inzake de onroerende voorheffing vernieuwt zonder tariefwijziging, gaat het college voort, zoals beloofd, met de verlaging van de gemeentebelasting op de personenbelasting (PB) die daalt van 5.9% naar 5.8%. Bij de oppositie wensen Ecolo en PS het doelpubliek te verbreden van deze compensatiepremie ingevolge de verhoging van de opcentiemen inzake de onroerende voorheffing om een lagere middenklasse te kunnen bereiken, jonge gezinnen aan te moedigen en kleine pensioenearde en personen in moeilijke omstandigheden te helpen. "Als het middel geëvalueerd zal worden, is het hoogst waarschijnlijk dat het aantal geholpen belastingplichtigen zeer beperkt moet worden. In bepaalde gemeentes bestudeert men momenteel de mogelijkheid van een forfaitaire premie die kleine eigenaars meer zou helpen.", verduidelijkt Thibaud Wyngaard (fractie leider Ecolo). "De genomen maatregel is een middel dat erg weinig mensen zal helpen. Tabrijke mensen voldoen niet aan de voorwaarden, kunnen aldus niet betalen en zullen moeten verhuizen", gaf Claudine Verstraeten (fractie leider PS) aan. "Het college staat open voor alles en wil nadenken over verschillende systemen zoals classificatie op basis van de doelgroepen", antwoordde schepenen van Financiën Boris Dilliès (MR). Bij de meerderheid stelde DéFI voor om de PB te laten zakken tot 5.7%. "Er moet een rechtvaardigde fiscale basis zijn die betaalbaar is en die ook nog voldoende hoog is voor de diensten aan de inwoners. Met een daling tot 5.7% zou dit een nog duidelijker teken zijn naar de inwoners toe en inzake het feit dat de gemeente eveneens op haar centen let", benadrukte Emmanuel De Bock (fractie leider DéFI). Daniel Hublet (fractie leider cdH) steunt het college maar wil dat het voorstel van DéFI volgend jaar toch geëvalueerd wordt. MR herbevestigt zijn wil om deze verlaging van de PB voort te zetten, met uiteraard de nodige voorzichtigheid. "Ukkel heeft reeds één van de laagste PB van het gewest en een bijkomende daling van 0.1% is voor ons mogelijk", gaf Didier Reynders (fractie leider MR) aan. Er werd aan herinnerd dat het college niet zomaar extra belastingen wil opleggen en haar belofte, een daling van de PB, wou nakomen, in de lijn van de inspanningen van de federale overheid met de tax shift. Voor Boris Dilliès wil het college een uiterst redelijke en rechtvaardigde fiscaliteit nastreven. "Begrotingswerk start steeds met een onderzoek naar mogelijke besparingen, met uiteraard het behoud van de bestaande infrastructuur en diensten - de basis van onze gemeente - naar de bevolking toe. Er is een (erg) langetermijnvisie nodig om financieel gezond te blijven en het Ukkelse patrimonium te bewaren. Het college zet zich hiervoor elke dag in maar er moet soms opgelet worden met beloftes die niet nagekomen zouden kunnen worden". "Bij de opmaak van de begroting 2018 zullen we elke mogelijke belastingverlaging onderzoeken, concludeerde Marc Cools. Unanieme goedkeuring van de twee punten.

### OCMW - Rekening van het dienstjaar 2015 - Goedkeuring

De rekening 2015 wordt afgesloten met een boekhoudkundig tekort van € 816.431. "Dit tekort is voornamelijk te wijten aan een operatie van het OCMW inzake toevallige schuldvorderingen en oninvorderbaarheden, waarvan deze laatste 2 miljoen euro bedragen. Het tekort is dus niet veroorzaakt door een gebrekkige werking van het OCMW", aldus schepenen van Sociale Actie Valentine Delwart (MR). Zowel meerderheid als oppositie hebben gereageerd op dit bedrag, gelet op de verhoogde armoedegraad in Ukkel. "Wat zijn de concrete maatregelen om in de toekomst de strikte en snelle opvolging van oninvorderbaarheden te kunnen verzekeren?", vroeg Thibaud Wyngaard (fractie leider Ecolo). Dezelfde vraag kwam ook van Emmanuel De Bock (fractie leider DéFI). Na te hebben gewezen op de tussenkomsten, verhoogd door de federale overheid, en de specifieke bekwaamheden van het OCMW, dat efficiënt is om te voldoen aan stijgende sociale noden, heeft Valentine Delwart aangegeven vertrouwen te hebben in het toekomstige beheer van oninvorderbaarheden. "Het OCMW heeft reeds maatregelen voorzien zoals bijkomende ontvangsten, verbonden aan lichtere procedures inzake inning van schuldvorderingen. Het OCMW zal bovendien rekening houden met de aanbevelingen van onderneming KPMG die belast is met een audit binnen de dienst van de ontvanger. "Het zou interessant zijn om de conclusies van deze audit te onderzoeken en te bepalen hoe de huidige gebreken in de werking van de dienst van de ontvanger weggevoerd kunnen worden", verduidelijkt Thibaud Wyngaard. Een ander voorstel van DéFI om te besparen op de werkingskosten: de fusie van bepaalde diensten van het OCMW en de gemeente. "Het is een werk van lange adem, overtuigingskracht en overleg maar de doelstelling is rationaliseren en fuseren van diensten waar dit nuttig lijkt", verzekerde Valentine Delwart. "Twee diensten samenbrengen heeft een impact op het werk dat beter georganiseerd zal moeten worden", voegde Jean-Luc Vanraes (OCMW-voorzitter/Open VLD) eraan toe. Een toekomstige groepering van diensten leidt tot bezorgdheid binnen de PS. "Is het zeker dat al het personeel zal kunnen blijven?", vroeg Claudine Verstraeten (fractie leider PS). "We raken niet aan het statuut van personen", verzekerde Marc Cools. Unanieme goedkeuring.

### Evensens op de agenda

De subsidies aan allerlei sociale instellingen, gemeentewerks: subsidies aan ouders, installatie van een vaste fontein in de Ringlaan, de begroting 2017 van de Ukkelse Dienst voor de Jeugd, de "Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise", Val d'Uccle... Onder de interpellaties van de gemeenteraadsleden o.a. de organisatie van lessen filosofie en burgerzin in de gemeentelijke basisscholen.

**De volgende zitting van de Gemeenteraad zal plaatsvinden op donderdag 23 februari 2017 om 19.30 uur (Gemeentehuis - Jean Vander Elstplein 29).**